

Acheteur public : Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire.

Direction service : Bureau de la commande publique et des achats

Mise à disposition d'une solution technique pour la numérisation et la correction numérique des copies des épreuves écrites des concours et examens professionnels organisés par le Service des ressources humaines (SRH) du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA)

Cahier des clauses administratives particulières

Numéro de la consultation : SRH-2025-031

Objet de la consultation : Mise à disposition d'une solution technique pour la numérisation et la correction numérique des copies des épreuves écrites des concours et examens professionnels organisés par le Service des ressources humaines (SRH) du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA).

Sommaire

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 6 - EXCLUSIVITE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 7 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
7.1 Cadre général.....	5
7.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	5
ARTICLE 8 - LIEU(X) D'EXECUTION	5
ARTICLE 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 10 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
11.1 Représentation de l'acheteur.....	6
11.2 Représentation du titulaire.....	6
ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXECUTION	7
12.1 Remplacement des intervenants.....	7
12.2 Emission et exécution des bons de commande.....	7
ARTICLE 13 - RELATIONS FOURNISSEURS	8
ARTICLE 14 - EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS	9
ARTICLE 15 - CONSIDERATIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET A LA SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 16 - CONSIDERATIONS SOCIALES	9
ARTICLE 17 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	9
17.1 Dématérialisation des échanges et outils numériques.....	9
17.2 Usage du papier.....	10
17.3 Communication d'un bilan d'émission des gaz à effet de serre (BEGES)	10
ARTICLE 18 - OBLIGATION DU TITULAIRE	11
18.1 Obligation de conseil.....	11
18.2 Obligation d'information.....	11
18.3 Mesures de sécurité.....	12
18.4 Responsabilité du titulaire	12
18.5 Obligation d'information.....	13
18.6 Obligation de confidentialité	13
ARTICLE 19 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
ARTICLE 20 - VALORISATION DES ORDRES DE SERVICE	20
ARTICLE 21 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
21.1 Contrôle	20
21.2 Constatation de l'exécution des prestations.....	20

ARTICLE 22 - GARANTIE.....	20
ARTICLE 23 - PENALITES	20
23.1.1 Pénalités de retard.....	21
23.1.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	21
ARTICLE 24 - REGIME FINANCIER	22
24.1 Forme et contenu des prix	22
24.2 Variation des prix.....	23
24.3 Avances	24
24.4 Modalités financières.....	24
24.4.1 Répartition des paiements.....	24
24.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	24
24.4.3 Intérêts moratoires.....	25
24.4.4 Modalités de facturation.....	25
24.4.5 Mentions obligatoires.....	25
24.4.6 Taux de TVA et monnaie.....	26
24.4.7 Transmission des factures.....	26
ARTICLE 25 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	28
25.1 Echanges dématérialisés.....	28
25.2 Langue.....	28
25.3 Résiliation.....	28
25.4 Autres obligations administratives	29
25.5 Exécution aux frais et risques du titulaire	30
25.6 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	30
25.7 Assurances	33
25.8 Différends	34
25.9 Litiges et contentieux	34
25.10 Dérogations au CCAG-FCS	34

Article 1 - Identification

Le présent accord-cadre est porté par :

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Service des Ressources Humaines

Adresse : 78 rue de Varenne 75007 PARIS

Il est représenté par Madame Flora Claquin, Cheffe du Service des Ressources Humaines ou son représentant.

Article 2 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la mise à disposition d'une solution technique pour la numérisation et la correction numérique des copies des épreuves écrites des concours et examens professionnels organisés par le Service des ressources humaines (SRH) du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA).

GM : 45.05.07 Autres prestations et services

CPV principal : 79821100 – Services de correction d'épreuves

Article 3 - Périmètre de l'accord-cadre

Le marché concerne l'ensemble des examens professionnels et concours organisés par le Service des Ressources Humaines (SRH) au sein de l'administration centrale du MASA.

<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Services centraux	Services déconcentrés	Établissements publics

Article 4 - Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti dans le respect des dispositions de l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique.

En effet, les prestations de numérisation et de correction sont indissociables. La dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement complexe (localisation différente et coordination) et plus coûteuse (frais logistiques pour le transport ou l'envoi des copies) l'exécution des prestations.

Article 5 - Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire et s'exécute par l'émission de bons de commande. Il est conclu sans minimum mais avec un montant maximal présent dans l'accord-cadre fixé à 240 000 euros HT reconductions incluses. Ce montant maximal correspond au double du montant estimatif mentionné dans l'avis d'appel à la concurrence.

Article 6 - Exclusivité du titulaire

Le titulaire bénéficie d'une exclusivité pour exécuter les prestations citées dans l'accord-cadre.

Article 7 - Durée de l'accord-cadre

7.1 Cadre général

Le marché public est conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter de sa date de notification.

Cette durée s'entend hors reconduction éventuelle.

La durée de l'accord-cadre court à compter du 1^{er} novembre 2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

7.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconductible deux (2) fois. Les reconductions se font tacitement pour une durée d'un an.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en fait part au titulaire au minimum 1 mois avant la date anniversaire du contrat.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 8 - Lieu(x) d'exécution

Compte tenu de l'objet du marché, il n'y a pas de lieux d'exécution particulier. Toutefois, les éventuelles réunions pourront avoir lieu dans les locaux de l'acheteur à Paris.

Dans le cas où le prestataire assure la numérisation, les copies seront acheminées jusque dans les locaux du titulaire par un transporteur choisi par l'administration.

Dans le cas où la numérisation des copies est assurée par les centres d'épreuves, les copies papier ne transitent pas par les locaux du titulaire.

Article 9 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière : le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)¹
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé le 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre
- Les bons de commande.

Article 10 - Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 11 - Modalités d'exécution des prestations

11.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

11.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

¹ Les estimations figurant aux annexes 1 (volume de copies) et 2 (nombre d'agents à former) du CCTP ne sont pas contractuelles

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Article 12 - Conditions d'exécution

12.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

12.2 Emission et exécution des bons de commande

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Par dérogation à l'article 3 du CCAG de référence, en cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date souhaitée pour le démarrage des prestations inscrite au sein du bon de commande ou la date de sa notification en l'absence de date d'exécution souhaitée.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- La date d'émission du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre (srh-2025-031)

- Les coordonnées du bénéficiaire (notamment le siret nécessaire à la transmission de la facture)
- Le code du service en charge du paiement (FAC9410075)
- La désignation et la quantité des prestations commandées (références aux unités d'œuvre listées au bordereau des prix unitaires)
- Le prix des prestations commandées hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Le montant total HT et TTC du bon de commande
- La date de début d'exécution du bon de commande
- Les lieux d'exécution des prestations
- La référence au devis

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **3 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Article 13 - Relations Fournisseurs

Un encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent contrat, les relations contractuelles se font dans le respect : des dispositions de la charte de déontologie du MASA.

Celle-ci constitue le cadre de référence pour tous les agents, tant contractuels que fonctionnaires, dans ses activités. Ses dispositions visent notamment à prévenir les risques d'atteinte à la probité et en particulier le favoritisme et la prise illégale d'intérêt.

Le titulaire peut en prendre connaissance sur demande à l'adresse suivante : bcpa.sdip.safsl.sg@agriculture.gouv.fr

Article 14 - Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet (copies) ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

Article 15 - Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsqu'un des co-traitants est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Article 16 - Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comporte pas de conditions d'exécution d'ordre social.

Cet accord-cadre comporte des spécifications techniques liées à la compatibilité de l'outil avec du papier recyclé ou écolabellisé (article 2 du CCTP) ainsi qu'à l'Accessibilité de l'outil (article 3 du CCTP).

Article 17 - Considérations environnementales

17.1 Dématérialisation des échanges et outils numériques

S'agissant des échanges dématérialisés réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché ainsi que des outils mis en place notamment s'agissant de l'organisation des formations, le titulaire s'engage à mettre en place une politique veillant à réduire son impact numérique par les actions suivantes (à titre d'exemple) :

- réduction du poids des contenus hébergés sur les serveurs ;
- mise en cache des données ;
- compression des données ;
- réduction du volume de données stockées ;
- rationalisation dans l'usage des mails : réduction du nombre d'email, limitation de la taille des pièces jointes en privilégiant le partage de liens, diminution du temps de conservation des messages.
- limitation des images ;
- Utilisation du bon format d'image (par ex : jpg pour une photo) ou de fichier (pdf, format web)...

17.2 Usage du papier

Livrables

Le titulaire du marché devra mettre à disposition sous format dématérialisé les documents et livrables liés au marché. Dans le cas où les supports nécessitent d'être imprimés, ils devront l'être en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié.

Copies de concours

La solution devra être compatible avec l'usage de papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent).

17.3 Communication d'un bilan d'émission des gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes, notamment) de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé. Si tout ou

partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

Article 18 - Obligation du titulaire

18.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglement, dysfonctionnements, dangers potentiels aux titres de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

18.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

18.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

La sécurité de la procédure de correction est un impératif pour le SRH. La solution technique devra garantir l'absence de possibilité de fraude et le respect de l'égalité entre candidats. En particulier, les aspects suivants sont à garantir :

- Identification et accès sécurisé des intervenants
- Respect de l'anonymat des copies lors de la correction
- Stockage sécurisé et protection de l'intégrité des copies
- Fiabilité de la notation et sécurisation des résultats
- Protection des données sensibles comme la liste de correspondance entre identification des candidats et numéros d'anonymat.
- Protection des données personnelles des intervenants et des candidats : la solution proposée devra respecter le règlement général de l'UE sur la protection des données (RGPD).

Le logiciel devra réussir les tests de sécurité menés par le BSSI. Le prestataire devra permettre l'auditabilité permanente du logiciel et de la solution d'hébergement par le BSSI ou un de ses prestataires.

Le prestataire devra préciser les procédures mises en place pour sécuriser la solution. Ces mesures figureront en annexe de son offre technique.

Le prestataire s'oblige au respect de la PSSI Etat et de la PSSI Agriculture. Au besoin, il détaille dans sa réponse les moyens et méthodes qu'il met en œuvre pour répondre spécifiquement aux exigences de ces documents qui sont expressément applicables à sa solution.

Le prestataire fournit dans sa réponse un projet de Plan d'Assurance Sécurité. Ce projet sera détaillé et finalisé avec la personne publique lors du début d'exécution du marché avec le prestataire qui aura été sélectionné.

18.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

18.5 **Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

18.6 **Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Article 19 - Traitement des données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution des prestations

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : travail d'anonymisation des copies

Les types de données à caractère personnel traitées sont les réponses individuelles de chaque agent auxquelles le prestataire aura accès, les données qui peuvent être collectées sont :

- Identité et n° de candidat

Les catégories de personnes concernées sont l'ensemble des agents présentant les concours et examens professionnels décrits au CCTP.

La durée de conservation des données est d'un an maximum après la mise sur la plateforme des copies.

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour les seules finalités faisant l'objet du marché public
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées dans le dossier de consultation
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'union ou du droit de l'état membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.
4. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public

6. S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
7. Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
8. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD): Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD): Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données. Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD) : Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 72 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique (dpo@agriculture.gouv.fr et soutienpsy.bass.sg@agriculture.gouv.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance. Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures

à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations : Le titulaire aide l'acheteur

- A la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données
- A la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle

Mesures de sécurité : Le titulaire met en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement

Sort des données (article 28.3.g du RGPD) : Au terme de l'exécution du présent marché public, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD): Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD): Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données
2. Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur
3. Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins

La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel

Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement

Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique

Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD): Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire : L'acheteur s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire.
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi dite « Informatique et Libertés » modifiée de la part du titulaire.
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant en annexe ou dans les documents particuliers du présent accord-cadre. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'union ou du droit des états membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur.
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'union ou du droit de l'état membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre.
5. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

6. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services. Les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Article 20 - Valorisation des ordres de service

Le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

Article 21 - Constatation de l'exécution des prestations

21.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

21.2 Constatation de l'exécution des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

Article 22 - Garantie

La solution logicielle proposée fait l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence. La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Article 23 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

23.1.1 Pénalités de retard

Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations (art 2.2 du CCTP), le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Retard dans la mise à disposition des copies aux correcteurs (CAS N°1 & 2) : 12 € par copie et par jour ouvré de retard ;

Retard dans la numérisation des copies (CAS N°2) : 12 € par copie et par jour ouvré de retard.

Ces deux pénalités peuvent-être cumulatives dans le CAS N°2.

23.1.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités pour indisponibilité de la plateforme :

En cas d'indisponibilité de la plateforme sur laquelle les copies doivent être déposées et corrigées, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées à raison de :

350 € par heure d'indisponibilité, à partir de la 4^e heure où la rupture de service a été constatée.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et sa résolution.

Pénalités liées au déroulement des formations aux responsables de concours :

Report d'une session de formation à l'initiative du titulaire après expiration d'un délai de prévenance (8 jours) : 15% du montant hors taxe de l'unité d'œuvre concernée par le retard au sein du bon de commande par session reportée

Pénalité liée aux demandes d'assistance formulées par l'administration :

Absence de réponse au bout de 2 heures à une demande d'assistance transmise : 350 € par manquement constaté.

Pénalités liées aux considérations environnementales :

200 euros par manquement constaté.

Article 24 - Régime financier

24.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site.
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations.
- Le suivi contractuel
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

Forme de prix	Bon de commandes / Quantité définie	Type de prix Unitaire	Minimum (EURHT/ Maximum (EUR HT)	Variation de Prix
Prix unitaires	A bons de commandes	Bordereau de prix	Sans minimum / avec maximum	Révisables

Tout montant figurant dans le tableau est un montant hors taxe et en euros. Les prix figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

24.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 par dérogation au CCAG de référence (art 10.2.4), défini à l'acte d'engagement (ATTR11)

Les prix peuvent être révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Le titulaire adresse à l'acheteur (et Bureau des Concours et Examens Professionnels), au plus tard deux mois avant l'échéance de la période en cours, une proposition de révision des prix par tout moyen permettant de donner une date certaine. Il donne toutes précisions utiles justifiant les nouveaux tarifs, et fait notamment référence à sa méthode de calcul au regard de l'indice mentionné ci-dessous. Il joint à sa demande de révision le bordereau de prix unitaires révisés.

La proposition du titulaire pourra faire l'objet d'une négociation entre les parties.

L'acheteur dispose de trente jours pour agréer ou refuser la proposition du titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux tarifs.

En tout état de cause, la proposition de prix révisés ne pourra être supérieure au résultat de la formule de calcul suivante :

$$P = P_o (ICHT REVTS / ICHT REVTS_o)$$

dans laquelle :

- P = prix révisé
- Po = prix fixé dans l'offre du titulaire
- ICHT REVTS₀ = valeur de l'indice trimestriel des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 82.19 – Photocopie, préparation de documents et autres services spécialisés de soutien administratif (Identifiant 010766746) en vigueur au mois d'établissement des prix.
- ICHT REVTS = valeur de l'Indice trimestriel des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 82.19 – Photocopie, préparation de documents et autres services spécialisés de soutien administratif au moment de la demande de révision de prix².

En l'absence de demande d'application de la clause de révision de prix dans les conditions prévues ci-avant, aucune révision ne sera appliquée. Les prix de la période en cours continueront d'être appliqués pour la période de reconduction.

² Une valeur classée comme semi-définitive par l'INSEE pourra être acceptée par le MASA.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et sont fermes pour toute la durée de la commande concernée. Dans l'hypothèse d'une révision de prix acceptée et notifiée postérieurement à l'émission du bon de commande mais antérieurement à la fin d'exécution des prestations, ce sont les prix initiaux qui s'appliquent et non les prix révisés.

24.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

24.4 Modalités financières

24.4.1 Répartition des paiements

Les paiements seront effectués après réalisation complète des prestations.

La demande de paiement et son versement, s'effectuent sur la base des prestations effectuées.

Les demandes de paiement sont justifiées à partir du constat du service fait.

Les prestations peuvent faire l'objet d'un règlement partiel définitif.

24.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de

cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattaché au ministère.

24.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

24.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

24.4.5 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le code du service exécutant (FAC9410075)
- La référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique).

24.4.6 Taux de TVA et monnaie

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

24.4.7 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- **Mode portail**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

- **Mode service ou API (Application Programming Interface)**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie

de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

- **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Le titulaire trouvera également sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> les préalables techniques et réglementaires pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, ainsi qu'un lien pour prendre contact pour tout renseignement complémentaire.

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :
assistance.chorus.sg@agriculture.gouv.fr

Comment déposer sa facture dans CHORUS-PRO ?

Dans la rubrique "Déposer facture", le champs "Cadre de facturation" permet d'identifier le profil du déposant :

- Titulaire: A1
- Sous-traitant: A9
- Co-traitant: A12

Dans la rubrique "Déposer facture", le champs "Destinataire de la facture"

- Le destinataire est-il l'Etat ? : OUI

- SIRET: 110 002 011 00044
- Code service: FAC9410075

-Pour une facture de sous-traitance ou co-traitance, vous devrez saisir, en plus du SIRET du destinataire de la facture, le SIRET du mandataire ou titulaire selon le cas.

Une fois la facture envoyée au titulaire par le sous-traitant ou le co-traitant via l'espace facture émise, celle-ci doit être validée par le titulaire ou mandataire

selon qu'il s'agisse d'une sous-traitance ou une co-traitance. Le titulaire la transmet ensuite à son tour au service financier du membre du groupement de commandes concerné afin que la facture soit mise en paiement.

Important : Dans la rubrique "Déposer facture", dans le champ "Références" le numéro d'engagement correspond au numéro à 10 chiffres communiqué par l'acheteur lors de la notification du marché. Si votre marché s'exécute par bon de commande, il s'agit du n° d'engagement propre au bon de commande figurant en haut à droite du document (numéro commençant par 14).

Article 25 - Dispositions diverses

25.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent dans un délai limité par messagerie électronique et selon les modalités suivantes.

25.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

25.3 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- non-respect du RGPD,
- non-remplacement de la personne nommément désignée.
- perte de copies

Par dérogation à l'article 40 du CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

25.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- A sa raison sociale ou à sa dénomination
- A son adresse ou à son siège social
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire <https://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette

attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

25.5 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

25.6 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel

ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande.

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un événement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé).
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

25.7 **Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Par dérogation au CCAG-FCS, chaque attributaire fournit dès la remise de l'offre une attestation de sa police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le montant garanti doit couvrir tous les dommages que l'exécution des prestations peut engendrer.

25.8 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

25.9 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

25.10 Déroptions au CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
12.2	3.1.2	Notification bon de commande
23.1.1	14.1.1	Pas de mise en demeure sur pénalités de retard
24.2	10.2.4	La date d'établissement des prix est fixée dans l'acte d'engagement.
24.2	10.2.2	Les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande.
25.3	42	Pas d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.
25.7	18.3	Remise de l'attestation d'assurance dès l'offre